



Le 17 mai, journée mondiale contre l'homophobie et la transphobie

L'homosexualité est encore réprimée dans le monde, le rapport 2017 de SOS homophobie constate une augmentation des faits homophobes...A l'occasion de la [journée mondiale de lutte contre les LGBTphobies](#), rappelons quelques faits, n'hésitons pas à parler des actes homophobes !

Le 1^{er} avril 2017, le journal indépendant russe Novaya Gazeta révélait une réalité terrifiante en Tchétchénie où des hommes seraient enlevés, torturés et forcés à dénoncer d'autres personnes LGBT de leur entourage.

Selon le bihebdomadaire, les familles dont un membre est ou serait homosexuel seraient même poussées à régler « le problème » (ce sont les termes employés par le régime tchétchène) elles-mêmes.

Devant ces persécutions atroces orchestrées par le président Kadyrov en personne, trois associations de défense des droits LGBT ont déposé plainte devant la Cour pénale internationale pour « génocide ». Lundi 29 mai, la France a accueilli le premier réfugié homosexuel tchétchène. Le jeune homme de 26 ans raconte que « là-bas, on tue pour des rumeurs » et que « progressivement, les gays ont commencé à disparaître » en Tchétchénie. Lorsqu'on lui demande ce qui lui serait arrivé s'il était resté chez lui, le jeune homme raconte qu'on l'aurait « enterré sous deux mètres de terre ».

Ces terribles révélations montrent à quel point la lutte contre les LGBTphobies est encore et toujours une nécessité. Selon le [Rapport annuel 2017 de SOS Homophobie](#) paru en mai, l'association fait un constat triste et édifiant : après deux années de baisse, les témoignages d'actes homophobes accusent une hausse de 19,5%. (voir en particulier ce qui concerne l'Ecole page 88 et le sport page 124). La libération de la parole homophobe est en partie responsable de cette situation. Si l'homophobie est bel et bien punie par la loi, elle reste tolérée notamment dans les médias.

Tel un reflet de la société, l'école est souvent le théâtre d'insultes, de violences physiques, de harcèlement, de discriminations, de vexations à l'égard des jeunes homosexuels. Là encore, c'est notre devoir que de réagir et de ne jamais fermer les yeux.

Et à l'école, tout est affaire de confiance. Qualifier les violences LGBTphobes, c'est faire exister les victimes. C'est la première étape de la lutte, accessible à chacun d'entre nous.

Dire pour ne plus laisser faire...

Les actes lgbtphobes à l'école : PARLONS-EN !

Annabelle Motta